

GPS&O. Tension autour des élections professionnelles

Le climat est tendu entre les syndicats du personnel de GPS&O et la direction de la communauté urbaine. Ils dénoncent, entre autres, les modalités d'organisation des élections professionnelles.

Le président de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPS&O), Philippe Tautou a beau répéter à l'envi qu'il est à l'écoute du personnel et qu'il est le premier à se soucier des conditions de travail des agents, il est loin de convaincre les syndicats.

La réunion qui s'est tenue le 24 mai dernier pour évoquer l'organisation des élections professionnelles, comité technique paritaire et commissions d'administratives paritaires, s'est soldée par un échec, selon les organisations syndicales. « Le président a réussi à mettre tous les syndicats d'accord contre lui », commente Catherine Couturier, la représentante de la CGT.

La CFT Territoriaux, FO Territoriaux, le SAFPT (syndicat autonome de la fonction publique territoriale) et la CFDT Interco Yvelines ont signé une lettre ouverte adressée au président Tautou dans laquelle ils dénoncent « un déni de démocratie » : « Nous avons été plus que surpris par votre déclaration péremptoire nous affirmant qu'au final, c'est vous



Quatre syndicats représentant du personnel, la CGT, FO, le SAFPT et la CFDT ont signé une lettre ouverte commune adressée au président de la communauté urbaine.

qui décideriez quoi qu'il arrive et nous n'étions réunis que pour donner notre avis », écrivent-ils.

Non au vote électronique

Concrètement, les syndicats réfutent l'organisation des scrutins par vote électronique, comme le souhaite la direction de GPS&O, et réclament un vote à l'urne avec possibilité de vote par correspondance. « Nombre

d'agents de la communauté urbaine ne disposent pas ou n'utilisent pas l'outil informatique quotidiennement », expliquent-ils. Les territoriaux ont aussi en mémoire les cafouillages qui avaient conduit à tout remettre manuellement jusqu'à pas d'heure lors du vote électronique des élections professionnelles au conseil départemental des Yvelines en 2014.

Philippe Tautou souhaite organiser les élections à la mi-

septembre. « Cela amène un dépôt des listes vers la fin du mois de juillet et une campagne en plein mois d'août », soulignent les syndicats. Inconcevable selon eux. Ils pointent aussi « l'incapacité » du président « à nous fournir une liste des agents de la communauté urbaine avec leur lieu d'affectation, seul document nous permettant de mener une campagne électorale sérieuse ». Sur la liste de 801

agents qui leur a été communiquée, ils ont relevé des erreurs.

Vers un bras de fer

« Au 1^{er} janvier 2017, avec le transfert des compétences, près de 1000 agents supplémentaires seront intégrés. Pourqu'on ne pas attendre qu'ils soient arrivés et organiser les élections au 1^{er} semestre 2017. Cela serait beau-coup plus démocratique », ajoute Catherine Couturier.

En attendant, les quatre syndicats signataires proposent un

Personnel en souffrance

Par ailleurs, les syndicats dénoncent les conditions de travail des agents notamment lors des transferts. « Si le matin vous trouviez une pastille rouge sur votre bureau, c'est qu'il serait déménagé dans la journée », expliquent les syndicats. Transférés dans des locaux inadaptés de l'usine de

Flins, baptisé le « château des palettes », le service habitat et urbanisme s'est retrouvé à plus de 30 avec un seul WC. Globalement, les représentants du personnel parlent de souffrance au travail liée au flou et au manque de transparence dans la gestion des ressources humaines.

rattachement des agents aux commissions administratives paritaires du centre interdépartemental de gestion (CIG Grande couronne) et la mise en place « dès à présent d'instances permettant l'expression du dialogue social, d'un comité technique et d'un CHSCT ». Clairement, le bras de fer est engagé avec le président de GPS&O.

Francine Carrière.